

ACTION COLLECTIVE d'ACCOMPAGNEMENT de 5 ENTREPRISES à l'ISO 50001

**dans le cadre du programme
« Perdez vos kilowatts superflus »**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

MARCHE CCIRFR-COMTE2014-01-03

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée
en application des articles 28-29 du Code des marchés publics

Article 1	: Objet de la consultation
Article 2	: Décomposition en lots
Article 3	: Durée du marché
Article 4	: Lieu et modalités de livraison
Article 5	: Pièces constitutives du marché
Article 6	: Obligations du titulaire
Article 7	: Conditions d'exécution du marché
Article 8	: Clause de confidentialité et de secret
Article 9	: Propriété intellectuelle
Article 10	: Retenue de garantie
Article 11	: Prix
Article 12	: Intérêts moratoires
Article 13	: Avance forfaitaire
Article 14	: Avance facultative
Article 15	: Pénalités de retard
Article 16	: Assurances
Article 17	: Résiliation
Article 18	: Litiges
Article 19	: Tribunal compétent et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus
Article 20	: Marché complémentaire
Article 21	: Contrôle de l'exécution des prestations
Article 22	: Dérogations au CCAG

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Action collective d'accompagnement de 5 entreprises à la mise en place d'un système de management de l'énergie (SME) selon le référentiel NF EN ISO 50001

ARTICLE 2 : DECOMPOSITION EN LOTS

Lot 1 – sélectionner un prestataire pour former 5 entreprises aux exigences de la norme ISO 50001, les munir d'outils méthodologiques et les faire travailler en ateliers collectifs

Le lot 1 est décomposé en deux tranches : une tranche ferme et une tranche conditionnelle – selon CCTP pages 6 et 7

Lot 2 – Sélectionner des consultants Système qui accompagneront chacun, au moins une entreprise, parmi les 5 entreprises participantes, dans la mise en place d'un système de management de l'énergie

Lot 3 – Sélectionner des énergéticiens qui interviendront en appui des consultants sélectionnés dans le lot 2 sur le volet technique énergétique du SMÉ

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ :

La durée du marché est de 19 mois
De mars 2014 à septembre 2015

Marché non renouvelable

ARTICLE 4- LIEU ET MODALITES DE LIVRAISON

Voir CCTP

ARTICLE 5- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ :

– Les pièces constitutives du marché comprennent :

5.1 – Pièces particulières

- le règlement de consultation (R.C)
- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

C'est l'exemplaire de ces pièces conservées par l'administration dans ses archives qui fait foi et la garantit contre les modifications que les candidats ou les titulaires pourraient leur apporter.

5.2 – Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Prestations intellectuelles (CCAG-PI) – Arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE :

6.1 : Engagement du titulaire :

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations selon les prescriptions contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, ainsi que les autres documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Le titulaire et ses collaborateurs sont liés à l'égard de la CCI de Région Franche-Comté par le secret professionnel et s'engagent à ne diffuser des informations qu'avec l'accord exprès de la CCIR.

6.2 : Engagement de la CCI de Région Franche-Comté :

La personne désignée comme responsable du projet par la CCIR, pour suivre l'exécution de l'ensemble du marché est :

Madame Solène GUILLET
Chargée de mission environnement – énergie
ARIST – Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Franche-Comté

La CCI de Région Franche-Comté s'engage à faciliter l'accès du titulaire à toutes les sources d'information et aux documents dont la connaissance est indispensable à l'accomplissement de sa tâche.

6.3 : Sous-traitance des prestations :

Sans objet

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Exécution des prestations aux frais et risques du prestataire

Si le titulaire n'exécutait pas le marché ou ne se conformait pas aux dispositions du marché et aux ordres de services, la Cci de Région Franche-Comté pourrait le mettre en demeure d'y satisfaire dans un délai de 48 heures, par tous moyens écrits y compris par courriel. Si l'entreprise n'a pas déféré à la mise en demeure, une mise en régie totale ou partielle, à ses frais et risques, peut être ordonnée ou la résiliation du marché peut être décidée. La mise en régie intervient sans formalité préalable après l'expiration du délai de 48 heures ci-dessus.

Les frais de mise en régie pourront être facturés par le pouvoir adjudicateur et compensés sur les sommes dues (déduction des factures sans formalité préalable).

ARTICLE 8 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE SECRET :

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, maquettes, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la CCI de Région Franche-Comté à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la CCIR au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code Civil.

ARTICLE 9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE :

Sans objet

ARTICLE 10–RETENUE DE GARANTIE :

Sans objet

ARTICLE 11 – PRIX :

11.1 – Forme des prix initiaux

Les prix de référence du marché sont des forfaits jour HT indiqués dans les actes d'engagement de chacun des trois lots

11.2 – Contenu des prix

Le prix est réputé comprendre :

La fourniture, le conditionnement et la livraison des produits décrits dans le présent marché ainsi que dans ces annexes techniques.

Toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées ;

L'ensemble des charges afférentes à ladite exécution.

Le Titulaire est réputé avant la remise de son offre :

Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes concordantes. Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remise au titulaire mais ne figurerait pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents.

S'être entouré de tous les renseignements utiles auprès de la CCI de Région Franche-Comté.

En outre, le titulaire reconnaît formellement que le prix qu'il a consenti tient compte de toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, déchargement.

11.3 – Prix de règlement

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur correspondant au mois de remise des offres. Les prestations sont fermes durant la durée du marché.

11.4 – Facturation

Transmission de la facture

Les paiements seront effectués sur présentation d'une facture au nom de la CCI de Région Franche-Comté et envoyée à l'adresse suivante

CCI de Région Franche-Comté
Direction de l'Administration des Finances

ZAC Valentin – VALPARC
25043 BESANCON CEDEX

Les factures afférentes au paiement seront établies en deux exemplaires portants, outre les mentions légales, les indications suivantes :

La référence et le numéro du marché N° 2014-01-03
La date et le numéro du bon de commande
L'adresse complète du lieu de livraison
Les prix hors TVA des prestations tels que définis à l'acte d'engagement
Le taux et le montant de la TVA de la prestation correspondante
Le montant total hors TVA
Le montant total TTC

L'exactitude de ces mentions conditionne le règlement des prestations.
Cette facture ne pourra être transmise qu'après l'exécution complète de la prestation.

11.5 – Règlement

Le paiement des sommes dues au fournisseur retenu s'effectuera par virement au compte qui sera indiqué par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement et après contrôle par la CCI de Région Franche-Comté des factures correspondantes.

La facture est réputée conforme quand les conditions de forme (respect des mentions légales, existence d'un bon de commande,...) et de fonds sont remplies

Conformément au Décret n° 2008-407 du 28 avril 2008 modifiant l'article 98 du code des marchés publics, le délai global maximum de paiement est de 30 jours.

Le financement se fera par financement budgétaire, sur le compte SER 221/A0512217

11.6 – Révision des prix

Les prix du marché sont fermes et non révisables

ARTICLE 12 – INTERETS MORATOIRES

Conformément à l'article 5 du décret n° 2002-231 du 21 février 2002 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

ARTICLE 13 – AVANCE FORFAITAIRE

Il n'est pas accordé d'avance forfaitaire.

ARTICLE 14 – AVANCE FACULTATIVE

Une avance de 10% sera accordée à la notification du marché sur présentation d'une facture au nom de la CCI de Région Franche-Comté.

ARTICLE 15 – PENALITES

Par dérogation a l'article 14 du CCAG-PI

Les pénalités du lot 1 sont précisées page 10 du CCTP

Les pénalités du lot 2 sont précisées page 16 du CCTP

Les pénalités du lot 3 sont précisées page 22 du CCTP

Les pénalités feront l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Le titulaire devra souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante la responsabilité qu'il peut encourir à l'occasion de l'exécution du présent marché.

A ce titre, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le titulaire du marché, doit justifier sous peine de résiliation qu'il est titulaire de l'assurance garantissant la CCI de Région Franche-Comté ainsi que la preuve du versement des primes correspondantes.

ARTICLE 17– RESILIATION

La CCI de Région Franche-Comté peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché, ceci conformément aux articles 24 à 32 du CCAG-FCS.

ARTICLE 18 – LITIGES

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différent et litiges nés entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, par une procédure gracieuse en application de l'article 34 du CCAG/PI

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, le tribunal administratif de Besançon se prononçant en référé ou sur le fond, et statuant en droit français, sera seul compétent.

La langue du marché étant le français, tout litige sera traité en français, le prestataire prenant en charge les frais de traduction nécessaires.

En cas d'attribution du marché à un titulaire hors de France, le titulaire fera éllection de domicile en France.

ARTICLE 19 – RECOURS et SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Tribunal Administratif de BESANCON
30 rue Charles Nodier – 25044 BESANCON CEDEX
Tel 03.81.82.60.00, Fax 03.81.82.60.01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

ARTICLE 20 – MARCHE COMPLEMENTAIRE

Les prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution de la réalisation de l'ouvrage tel qu'il est décrit dans le marché initial, pourront faire l'objet d'un marché complémentaire selon l'article 35 II 4° et 5° du Code des marchés publics.

ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles « pénalités » des Lots 1 – 2 – 3 du CCTP dérogent à l'article 14 du CCAG-PI

Fait en un seul original
à....., le.....

Mention manuscrite « lu et approuvé»
Signature et cachet du titulaire